deboeck SUPÉRIEUR

Pour une sociologie politique des mondes ruraux

Julian Mischi, Nicolas Renahy

Dans Politix 2008/3 n° 83, pages 9 à 21
Éditions De Boeck Supérieur

ISSN 0295-2319
ISBN 9782200924881
DOI 10.3917/pox.083.0009

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politix-2008-3-page-9?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Pour une sociologie politique des mondes ruraux

Julian MISCHI et Nicolas RENAHY

La ruralité ? Les campagnes ? La prégnance de ces notions, tendanciellement essentialiste ou esthétisante, est révélatrice des difficultés rencontrées par les sciences sociales dans leur appréhension des espaces ruraux. Ces univers sociaux sont essentiellement présentés dans l'espace public, mais aussi dans une certaine littérature scientifique, comme des reliquats d'un « avant » (un temps ancien, dépassé, pré-moderne, traditionnel, etc.), prompts à voir resurgir les réflexes les plus « archaïques » dont les campagnes seraient le réservoir. En milieu rural, les idées et pratiques seraient forcément « enracinées », les groupes sociaux « en déclin » ou « en crise », les acteurs essentiellement « agricoles » et en proie au « malaise ». De telles perceptions générales influent sur la manière dont on se représente la compétition politique dans les espaces ruraux, dont on y envisage la production des choix électoraux ou encore les logiques de sélection et de constitution du personnel politique et militant. Un dossier consacré aux mobilisations collectives et au pouvoir politique en milieu rural nécessite donc tout d'abord de mieux comprendre le pourquoi de telles perceptions.

Volume 21 - n° 83/2008, p. 9-21

politix

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

Stigmatisation et invisibilité des populations rurales

Disqualification sociale des populations rurales et stigmatisation de leurs attitudes politiques vont souvent de pair. Ainsi, ce qui prime en matière de rapport à la politique dans les espaces ruraux, ce sont fréquemment des interprétations en terme d'arriération et d'autoritarisme. Dans la lignée des descriptions stigmatisantes du « poujadisme[1] », phénomène particulièrement influent dans les petites communes, cette grille de lecture ethnocentrique des comportements ruraux domine les études électorales lorsqu'elles renvoient le vote dit « rural » du Front national[2], mais aussi de Chasse, Pêche, Nature et Traditions, à un « rejet de la modernisation sociale et économique ». Beaucoup de commentaires des derniers scrutins, notamment des élections présidentielles de 2002 ou du référendum sur le Traité Constitutionnel Européen de 2005, ont ainsi été l'occasion d'une nouvelle mise en scène du « malaise paysan » ou du « désarroi des campagnes », notamment par les analyses cartographiques, pointant le caractère « protestataire » des votes ruraux dans une vision normative urbanocentrée[3]. L'idée d'une « tentation extrémiste » et anti-européenne des ruraux tend ainsi à devenir un lieu commun.

Une autre image pseudo-scientifique est celle d'une politique au village nécessairement conservatrice et conformiste. Les attitudes politiques en milieu rural sont en effet souvent associées à la pesanteur des traditions, qui expliqueraient ici plus qu'ailleurs les comportements sociaux. Face aux succès passés de la gauche dans les campagnes françaises, en particulier du Parti communiste français (PCF), la sociologie électorale, autour notamment de François Goguel, a par exemple eu recours à ce facteur explicatif dans une visée tendant à dénier aux ruraux toute rationalité politique, puisque cette notion n'est pas mobilisée pour expliquer le succès du PCF dans les régions industrielles et urbaines, où est alors évoquée une « conscience de classe[4] ». À la campagne, les comportements politiques sont affaire de « cultures » inscrites dans le temps long alors que dans les mondes ouvriers, ce sont les luttes sociales et les conditions socio-économiques qui jouent un rôle de premier plan dans la politisation.

---

1. Collovald (A.), « Histoire d'un mot de passe : le poujadisme. Contribution à une analyse des "ismes" », *Genèses*, 3, 1991.

2. Cf. Pierru (E.), Vignon (S.), « L'inconnue de l'équation FN ; ruralité et extrême droite. Quelques éléments sur le département de la Somme », *in* Antoine (A.), Mischi (J.), dir., *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, PUR, 2008.

3. Cf. Girault (F.), « Le vote extrémiste à l'assaut de nouveaux territoires. Une théorie, une stigmatisation et quelques éclairages », *L'Espace géographique*, 1, 2004 ; J. Rivière dans ce numéro.

4. Boswell (L.), *Rural Communism in France, 1920-1939*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1998, p. 43-66.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

Cette perception singulière des attitudes politiques renvoie plus généralement à un automatisme courant des sciences sociales lorsqu'il s'agit de se pencher sur le « cas » des ruraux, réflexe qui consiste à percevoir ceux-ci à travers une grille de lecture qui les associe à un décalage, à un retrait, à un « retard ». Dans l'analyse du champ économique comme dans celui du champ politique, « le rural » a tendance à être assimilé à la « permanence », quand ce n'est pas à « l'archaïsme ». Et lorsque les « structures traditionnelles » du monde rural sont évoquées, c'est le plus souvent de façon indirecte, en tant qu'élément explicatif d'un autre phénomène. Ce travers tient sans doute de la fonction du topique : la référence au passé « traditionnel » sert à mettre en avant le caractère éminemment novateur du phénomène étudié, quelle que soit la période prise comme objet. Le système des « allégeances traditionnelles » dont s'émancipe les hommes politiques de la IIIe République[5] ; la « paysannerie traditionnelle », « société "sauvage" » marquée par une « antique stabilité[6] » mise à mal par la « modernité » des Trente Glorieuses ; « l'empaysannement » de paysans algériens qu'une administration coloniale vieillissante « déracine[7] » : les exemples pourraient être multipliés. Malgré les nombreuses critiques d'une grille de lecture dichotomique qui oppose tradition et modernité, campagnes et villes, stabilité et mobilité, famille et individu, les difficultés à nommer la période qui précède celle analysée conduisent bien souvent à remobiliser implicitement cette grille, tant elle renvoie le chercheur en sciences sociales à la constitution même de la discipline sociologique autour de l'opposition pionnière de Ferdinand Tönnies entre communauté et société, liens horizontaux et liens verticaux. La perception du monde rural peut-elle échapper au postulat de la solidarité mécanique ? Ce travers récurrent a ceci de dommageable que prenant les espaces ruraux comme simple point d'appui à l'analyse, il en présente une compréhension parcellaire et uniforme.

La lecture des espaces ruraux sous l'angle de leur caractère supposé « traditionnel » est particulièrement prégnante dans les écrits à dimension historique. Pour la période récente, un même type de représentation univoque est cependant également fréquemment assigné à ces territoires lorsque les sciences sociales véhiculent une image enchantée des campagnes. La vision des espaces

5. Si le qualificatif « traditionnel » est surtout mobilisé par les politistes et historiens travaillant sur le second XIXe siècle, il est plus généralement utilisé dans l'analyse de différentes périodes historiques comme, par exemple, dans les recherches distinguant la France issue de la Révolution Française de celle de l'Ancien Régime.

6. Mendras (H.), *La fin des paysans*, Paris, Actes Sud, 1992, p. 17-20 [1re éd. 1967].

7. Bourdieu (P.), Sayad (A.), *Le déracinement*, Paris, Minuit, 1964. Pour une discussion des théories mobilisées pour analyser la paysannerie algérienne (« classe révolutionnaire » pour F. Fanon, ou au contraire « civilisation archaïque » pour G. Tillon, en proie au « déracinement » pour A. Sayad et P. Bourdieu, ayant recours au « traditionalisme par excès de modernité » chez J. Favret) et de l'usage politique de ces théories, cf. Colonna (F.), « Le déracinement comme concept et comme politique », *in* Colonna (F.), *Savants paysans. Éléments d'histoire sociale sur l'Algérie rurale*, Alger, Office des Publications Universitaires, 1987.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

ruraux contemporains comme lieux privilégiés d'épanouissement d'un ego périodiquement libéré des contraintes du salariat et de la ville grâce au « sacre du temps libre » induit par la mise en place des trente-cinq heures de travail hebdomadaire[8] participe de cette même logique qui recrée à moindre frais l'opposition entre tradition et modernité, le recours à la première permettant de se soigner des maux de la seconde. Cette opposition traverse également les travaux qui ont porté sur la transformation des référentiels professionnels en agriculture : l'agriculteur se libère de ses « archaïsmes » et entre dans la modernité lorsqu'il « se veut entrepreneur[9] ». Ce modèle du manager compétent n'est pas dissociable du travail de rationalisation idéologique opéré par certains acteurs du monde agricole, les plus conformes au « modèle ».

Cette dichotomie qui vient donc de loin fut au coeur de la sociologie rurale et de l'ethnologie de la France lorsqu'elles se constituèrent en sous-champs disciplinaires relativement autonomisés des années 1950 aux années 1970. Dans son acception courante lors de ces décennies d'après-guerre, « rural » était alors synonyme d'agricole, et, dans un contexte de « modernisation » agricole, c'est à partir de l'étude de la paysannerie comme entité socialement et politiquement constitutive de ces espaces que la sociologie rurale française connut son apogée dans les années 1970. Quatre recueils consacrés aux relations entre les paysans et la politique, issus de la collaboration de Henri Mendras et son équipe avec des spécialistes des sciences politiques, portent cette réflexion[10]. Ils s'articulent autour de la thématique de la « question agraire » et de la problématique de l'intégration des agriculteurs à la « société globale ». Parallèlement à ces approches en terme de « civilisation », les ethnologues mènent des enquêtes de terrain mais privilégient le plus souvent la recherche des éléments de permanence de la « communauté villageoise » et délaissent par là les phénomènes politiques. Affilié à l'actualité immédiate ou à la modernité, le politique est implicitement rejeté hors de leurs préoccupations où l'étude des structures d'ordre symbolique et des logiques de parenté prime. Néanmoins certaines analyses portent sur la transmission du pouvoir au sein de lignées qui occupent une place éminente dans le village[11]. Si la question du pouvoir municipal a alors été traitée, elle le fut

8. Viard (J.), *Le Sacre du temps libre. La société des 35 heures*, Paris, Éditions de l'Aube, 2002.

9. Muller (P.), *Le technocrate et le paysan. Essai sur la politique française de modernisation de l'agriculture, de 1945 à nos jours*, Paris, Éditions ouvrières, 1984, p. 63. Cf. aussi, dans une logique cependant différente, les recherches de S. Maresca sur le travail de représentation des « dirigeants paysans » qui opère comme une véritable « imposition de normes » : Maresca (S.), *Les Dirigeants paysans*, Paris, Minuit, 1983.

10. Fauvet (J.) et Mendras (H.), dir., *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin (Cahier de la FNSP), 1958 ; Mendras (H.) et Tavernier (Y.), dir., *Terre, paysans et politique, Structures agraires, systèmes politiques et politiques agricoles*, Paris, SEDEIS, 2 vol., 1969-1970 ; Tavernier (Y.), Gervais (M.) et Servolin (C.), dir., *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin (Cahier de la FNSP), 1972 ; Coulomb (P.), Delorme (H.), Hervieu (B.), Jollivet (M.), Lacombe (P.), dir., *Les agriculteurs et la politique*, Paris, PFNSP, 1990.

11. Lamarche (H.), Rogers (S. C.) et Karnoouh (C.), *Paysans, femmes et citoyens. Lutte pour le pouvoir dans un village lorrain*, Paris, Actes Sud, 1980.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

en lien avec celle du patrimoine foncier[12], et elle a été progressivement délaissée avec la transformation du groupe agricole. Seuls les travaux de Marc Abélès et d'Yves Pourcher se sont ensuite penchés sur la question, en s'intéressant aux notables ruraux et en mettant en évidence les conditions sociales de leur éligibilité[13].

Pour la période contemporaine, c'est ainsi surtout le désinvestissement qui caractérise le rapport scientifique aux espaces ruraux. Alors qu'elle a nourri des recherches innovantes sur les périodes passées[14], la question de la politique au village – que ce soit l'étude des compétitions électorales, des logiques de sélection du personnel politique municipal ou des rapports à la politique – dans la période récente est en effet peu abordée par les politistes. Comme l'anthropologie et la sociologie[15], la science politique a délaissé les terrains d'étude ruraux[16] au profit d'interrogations sur des phénomènes sociaux implicitement situés en milieu urbain. C'est notamment le cas lors de la reprise d'objets directement hérités de débats publics, comme l'immigration, l'exclusion ou encore la violence. Lorsque sont évoquées les classes populaires, c'est souvent à travers les images des banlieues, oubliant la forte composante ouvrière des villages, liée à l'histoire de l'industrialisation[17], aux recompositions économiques contemporaines ainsi qu'à l'accentuation des processus de ségrégation spatiale. De même, reprenant en cela les représentations dominantes au sein d'un parti où les postes dirigeants sont occupés par des ouvriers urbains, le Parti communiste a-t-il été longtemps essentiellement réduit à la figure des « banlieues rouges », en dépit de la force de ses soutiens parmi les ouvriers et commerçants ruraux, mais aussi au sein de la paysannerie[18]. L'oubli concerne même la sociologie politique des agriculteurs. Entre le travail de Sylvain Maresca sur les *dirigeants paysans*[19] publié en 1983 et les travaux récents d'Ivan Bruneau[20] ou François Purseigle[21], les enquêtes de terrain sur les mobilisations des agriculteurs, sur leurs engage-

12. « Pouvoir et patrimoine au village », *Études Rurales*, 63-64 et 65, 1975.

13. Abélès (M.), *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, O. Jacob, 1989 ; Pourcher (Y.), *Les maîtres de granit. Les notables de Lozère du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, Plon, 1987.

14. Cf. en particulier les travaux relatifs à l'apprentissage des pratiques électorales réalisés dans des registres différents par A. Garrigou, C. Guionnet, O. Ihl ou encore P. Vigier, ainsi que le numéro coordonné par Briquet (J.-L.) et Déloye (Y.), « La politique en campagnes », *Politix*, 15, 1991.

15. Rogers (S. C.), « Natural Histories: The Rise and Fall of French Rural Studies », *French Historical Studies*, 19 (2), 1995.

16. Muller (P.), « Peut-on (encore) penser le global à partir du rural ? Réflexions d'un politiste », *Économie rurale*, 300, 2007.

17. Noiriel (G.), *Les ouvriers dans la société française. XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2002 [1re ed.1986].

18. Cf. le numéro spécial coordonné par Lagrave (R.-M.), « Les "Petites Russies" des campagnes françaises », *Études rurales*, 171-172, 2004.

19. Maresca (S.), *Les Dirigeants paysans*, *op. cit*.

20. Bruneau (I.), La confédération paysanne : s'engager à "juste" distance, thèse de doctorat en science politique, Université Paris X - Nanterre, 2 vol., 2006.

21. Purseigle (F.), *Les sillons de l'engagement. Jeunes agriculteurs et action collective*, Paris, L'Harmattan-INJEP, 2004.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

ments syndicaux ou politiques, ont été en effet délaissées pendant vingt ans par les sciences sociales françaises.

L'invisibilité des ruraux dans l'espace public tend ainsi à être reproduite dans une scène scientifique où l'on fait beaucoup parler ces mondes sans réellement s'appuyer sur des travaux empiriques. Cette faible prise en compte des territoires ruraux peut également renvoyer à l'absence de contextualisation de nombreux travaux en science politique, qui tendent à appréhender leurs objets sans prendre le soin de distinguer des situations socialement différentes, urbaines ou rurales en l'occurrence.

Recompositions sociales des espaces ruraux, dilution des campagnes ?

Outre la déconstruction d'images, les profondes transformations à l'œuvre dans ces espaces depuis qu'ils ont été massivement désinvestis par les sciences sociales constituent en eux-mêmes un enjeu d'étude central. La part des exploitants agricoles au sein de la population française des plus de quinze ans n'était déjà plus que de 2,7 % en 1982, elle est de 1,1 % en 2007 : ce groupe social ne structure bien évidemment plus la composition sociologique des espaces ruraux de manière centrale. Les catégories spatiales construites par l'INSEE et l'INRA pour le dernier recensement exhaustif de la population indiquent ainsi que les agriculteurs ne représentaient en 1999 que 8,6 % des actifs de « l'espace à dominante rurale[22] », quand celui des ouvriers en rassemblait le plus (34,7 %). Le constat est similaire pour le périurbain, seule zone où le groupe ouvrier n'a pas vu ses effectifs diminuer. Alors que la France métropolitaine concentre plus de 76 % de ses cadres en ville, plus on s'éloigne des « pôles urbains », plus la part des classes populaires augmente : la part des CSP ouvriers et employés parmi les actifs est de 55 % dans l'espace urbain, de 58 % dans le périurbain, et de 61 % dans l'espace à dominante rurale.

Cette profonde recomposition sociale de l'espace rural, avec un déclin numérique des agriculteurs et l'émergence des fractions « urbaines » de la population, issues en particulier des classes populaires mises à l'écart des agglomérations par la pression immobilière, apparaît peu investie scientifiquement. Les logiques et conséquences de ce mouvement de « prolétarisation » des franges rurales et périurbaines sont très mal connues. Que sait-on des conséquences

22. INRA-INSEE, *Les campagnes et leurs villes*, Paris, INSEE, 1998. La catégorisation est essentiellement basée sur la concentration en emplois : « L'espace à dominante urbaine » regroupe les « pôles urbains » de plus de cinq mille emplois, et le périurbain (communes généralement rurales dans leur morphologie et leur équipement mais dont 40 % au moins des actifs résidents travaillent dans une aire urbaine) ; « l'espace à dominante rurale » est composée de « pôles ruraux » (mille cinq cent emplois ou plus), « périphérie des pôles » et « rural isolé ». Source des données de 1999 : INSEE, traitements CESAER.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

de la recomposition socioprofessionnelle sur les relations entre résidents ? Des usages sociaux des territoires (déclin de la chasse populaire, essor continu d'usages récréatifs, etc.) ? Des sociabilités développées dans les zones pavillonnaires contemporaines, des pratiques associatives, professionnelles, politiques qui les façonnent ? Sur cette dernière interrogation, la récente monographie d'un quartier pavillonnaire voisin de cités urbaines[23] offre l'opportunité d'un vaste chantier comparatif avec les nombreuses zones pavillonnaires qui continuent à se développer dans les espaces ruraux et périurbains. La contribution de Jean Rivière à ce dossier s'y attelle, et indique que dans l'analyse des comportements électoraux, si la distinction urbain/périurbain/rural est utile en ce qu'elle permet de contextualiser les données recueillies, elle a moins d'importance que les propriétés sociales des résidents. Et même lorsque la représentation des types d'espaces par les habitants a une influence sur leurs préférences électorales, elle ne se comprend qu'à travers l'analyse de leurs trajectoires sociales et résidentielles.

La liste des questionnements potentiels est longue, même lorsqu'on les restreint aux mondes agricoles. Que sait-on de la différenciation interne au groupe des exploitants, partagé syndicalement, mais aussi professionnellement entre catégories de producteurs et modes de production ? De la division du travail dans les exploitations contemporaines qui, dans certains secteurs comme la viticulture ou les productions maraîchères, embauchent de plus en plus de salariés agricoles ? À force d'insister sur la diversité des espaces ruraux, une telle liste pose finalement la question de leur unité. Quelle logique y aurait-il à penser comme appartenant à une même catégorie éleveurs porcins bretons, salariés licenciés de l'industrie ardennaise, résidents secondaires en quête de « paradis vert[24] » ? Quelle cohérence d'ensemble pourrait-on trouver à penser au singulier des réalités diverses que rien, *a priori*, ne permet d'assembler ? Avec l'extinction de l'homologie entre rural et agricole, pourquoi maintenir une catégorie rurale générique ? La campagne a-t-elle fini par se diluer ?

Certes la catégorie « rurale » peut être pertinente pour le personnel politique qui la mobilise amplement, en particulier dans le cadre des politiques publiques (décentralisées, territorialisées, relatives à l'organisation des services publics). Elle l'est également aux yeux des résidents eux-mêmes lorsqu'ils mettent en scène leur distance aux instances décisionnelles en faisant valoir leur « isolement » et leur « sentiment d'abandon » – notamment lorsqu'un égal accès aux services publics est revendiqué –, en regrettant que les décideurs soient éloignés de ce qu'ils vivent au quotidien, etc. Mais cette question de la singularité des contextes ruraux en politique n'est peut-être pas toujours

23. Cartier (M.), Coutant (I.), Masclet (O.), Siblot (Y.), *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte, 2008.
24. Urbain (J.-D.), *Paradis verts. Désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris, Payot, 2002.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

scientifiquement pertinente. Du moins cela dépend-il des objets spécifiques étudiés et doit-on reconnaître qu'en l'état actuel des recherches empiriques, cette question reste encore largement en friche. C'est en tous cas le constat que nous avons fait en construisant ce dossier, dont l'intitulé « mondes ruraux » nous paraît suffisamment large pour partir en quête de réalités politiques diverses, à partir d'enquêtes de terrain circonstanciées, plutôt que de baliser fermement un champ spécifique. Néanmoins, un point d'accroche général apparaît lorsque l'on observe les pratiques politiques et militantes dans les mondes ruraux, c'est celui de l'interconnaissance.

Les effets de l'interconnaissance sur les pratiques politiques et militantes

Afin de prendre toute la mesure de ces enjeux sans céder à la tentation globalisante, partant des réalités observées plutôt que de catégories préconstruites, et tentant de réinvestir des objets délaissés sans participer à les exotiser, ce numéro de *Politix* propose différentes analyses de pratiques politiques et militantes à l'œuvre dans *les* mondes ruraux[25]. Parler de « mondes ruraux », c'est donc tenter de rendre compte de la diversité d'espaces sociaux et spatiaux sans se risquer, en l'état des connaissances offertes par les sciences sociales, à les unifier[26]. Mais c'est aussi revendiquer l'héritage de recherches relatives à des objets que l'on a pris l'habitude d'appréhender dans les mondes ruraux, en raison de leur forte visibilité dans ces contextes-là, sans qu'ils leur soient cependant spécifiques. On pense en particulier à l'étude des sociabilités par les historiens d'une part, et de la parenté par les anthropologues d'autre part. Chez les premiers, souvent spécialistes du XIX^e^ siècle, une perspective d'histoire sociale du politique héritée plus ou moins directement des travaux de Maurice Agulhon ouvre des pistes fécondes pour appréhender l'inscription du rapport à la politique dans les fréquentations sociales[27]. Concernant les seconds, c'est suite à la fin du « grand partage » et à l'arrivée des ethnologues sur les terrains du « proche », que l'anthropologie politique a prolongé depuis les années 1970 l'exploration des logiques de parenté en l'appliquant au personnel politique local[28]. Du fait

25. Cette démarche n'est pas propre aux auteurs de cet article, mais participe d'une entreprise collective. Cf. Bessière (C.), Doidy (E.), Jacquet (O.), Laferté (G.), Mischi (J.), Renahy (N.), Sencébé (Y.), coord., *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, Quae/Symposcience, 2007.

26. Raisonner en terme de « mondes » possède l'avantage de souligner le souci partagé par les auteurs du numéro de mise à jour d'interactions situées, mais non percluses dans un territoire donné : tout rapport social fait l'objet de médiations institutionnelles directes ou « à distance ». Elias (N.), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pandora, 1981.

27. Cf. Mischi (J.), « Observer la politisation des ruraux sous l'angle des sociabilités. Enjeux et perspectives » *in* Antoine (A.) et Mischi (J.), dir., *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, PUR, 2008.

28. Karnoouh (C.), « La démocratie impossible. Pouvoir et politique dans un village lorrain », *Études rurales*, 52, 1973 ; Lévi-Strauss (L.), « Pouvoir municipal et parenté dans un village bourguignon », *Annales ESC*, 30/1, 1975 ; Abélès (M.), *Jours tranquilles en 89…*, *op. cit.*

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

de la forte superposition des scènes professionnelles, familiales et politiques, l'analyse de l'appropriation de la politique à travers des relations interpersonnelles de parenté ou de sociabilité a ainsi bien souvent pu se faire sur des terrains ruraux.

C'est ainsi sans nulle doute les caractéristiques même des communes de faible densité où « l'interconnaissance entre électeurs et candidats, loin d'être le résultat d'un travail politique, est un préalable à l'élection[29] », qui permettent d'analyser avec une grande acuité les régimes de dépendance et d'influence politique. Loin de faire du « rural » une catégorie d'analyse, il s'agit dès lors de prendre les mondes ruraux pour ce qu'ils offrent au chercheur : un « cadre de recherches » commode, « particulier mais non singulier[30] », où l'étude de l'interconnaissance résidentielle favorise l'analyse de la politisation et des mobilisations au plus près de leur production. Comme l'a souligné Jean-Louis Briquet, la représentation de la politique locale comme « apolitique », souvent particulièrement ancrée en milieu rural, se construit à la fois sur des manières de mettre en scène l'espace local (délimitation des enjeux politiques dans une distance au national), et sur des rapports sociaux personnalisés (importance des liens de parenté, des formes de dévouement, de « services » ou encore d'obligations morales)[31]. Et cette personnalisation ne se situe aucunement « hors du temps[32] ». À partir de l'analyse des rapports de domination entre une bourgeoisie patronale régionale et les résidents d'un village industriel, la contribution de Nicolas Renahy au dossier montre au contraire qu'elle connaît des intensités variables. En l'espèce, si une lignée patronale dirige une municipalité pendant de longues décennies, le sens à attribuer à ce contrôle politique personnalisé n'est pas le même selon l'état de l'entreprise, le positionnement de la famille patronale sur les scènes locale, régionale et nationale, le type de structuration de la population communale, et les interactions à l'œuvre entre ces différents facteurs.

Dans une démarche soucieuse d'inscrire les pratiques étudiées dans leur environnement effectif de production, il apparaît ainsi heuristique de mettre au premier plan la question de l'interconnaissance et de ses effets potentiels sur les activités politiques et militantes. C'est dans l'épaisseur des rapports sociaux que l'on peut comprendre les modalités concrètes de marginalisation ou d'implication dans l'espace public, ainsi que la structuration des espaces locaux de la compé-

29. Mariot (N.), Weber (F.), « "Honneur à notre élu". Analyse ethnographique d'une coutume post-électorale en Dordogne », *Politix*, 48, 1999, p. 21.

30. Maget (M.), « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », *Cahiers d'Économie et Sociologie Rurales*, 1989 (1re publication 1955), p. 79.

31. Briquet (J.-L.), *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997, et « La politique au village. Vote et mobilisation électorale dans la Corse rurale », *in* Jacques Lagroye, (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

32. Thomas (N.), *Hors du temps. Histoire et évolutionnisme dans le discours anthropologique*, Paris, Belin, 1998 [1re édition anglaise 1989].

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

tition politique. Cette exigence s'impose tout particulièrement au chercheur lorsqu'il enquête dans des espaces marqués par des conditions résidentielles pouvant favoriser un certain type d'interactions sociales *a priori* fortement personnalisées. Il faut néanmoins se garder de considérer que les liens d'interconnaissance constitueraient une caractéristique exclusive des espaces ruraux. Ils y prennent seulement des formes spécifiques et une importance singulière que l'on doit prendre soin d'évaluer en fonction des périodes et des contextes. De même, comme toutes autres pratiques sociales ayant pour cadre les espaces ruraux, celles relatives au militantisme et au rapport à la politique ne sauraient être essentialisées. Il n'y a pas de manière spécifiquement « rurale » de mobiliser des électeurs, une profession, des résidents ; l'isolement ou la dispersion de l'habitat ne permettent pas par exemple de caractériser les espaces ruraux comme réservoirs de relations de clientèles, de pratiques « traditionnelles » ou d'électeurs de telle ou telle conviction politique. Pour autant, différentes formes de mobilisations et de pratiques politiques y sont vivaces, tandis qu'y sont présents des enjeux soit spécifiques, autour de la Politique Agricole Commune ou de Natura 2000 notamment, soit posés avec plus ou moins de singularité, comme peuvent l'être les rapports volontiers personnalisés entre un personnel politique et sa clientèle, ou la perte de pouvoir progressive des petites communes dans la mise en place de l'intercommunalité[33].

Le renouvellement des formes de mobilisation et d'encadrement des populations rurales

L'entrée par les « mondes ruraux » renvoie ainsi à des espaces sociaux, où les relations d'interconnaissance ont servi de socle à des processus de politisation particuliers, où des rapports de domination personnalisés façonnent plus ou moins intensément les manières de s'organiser et d'être représenté (partis politiques, syndicalisme agricole et ouvrier, associations de loisir, mairies). Si en milieu rural, comme en milieu urbain, les sociabilités locales sont en transformation permanente, plusieurs éléments semblent néanmoins indiquer que la période contemporaine serait particulièrement marquée par un changement important des rapports d'interconnaissance. Au-delà des seuls mouvements de population souvent soulignés et considérés comme explication suffisante, un profond renouvellement des formes de mobilisation et d'encadrement des populations rurales s'opère et mérite d'être davantage analysé. Prenant l'exemple des casernes de sapeurs-pompiers volontaires de Loire-Atlantique, Jean-Noël

33. Cf. Marmont (T.), En quête de compétences. Le personnel politique local et l'intercommunalité en milieu rural (haute Côte-d'Or), thèse pour le doctorat en sociologie, Université de Bourgogne, Dijon, 2007.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

Retière a montré comment un registre d'engagement valorisant le « dévouement » et le savoir-faire autochtone a progressivement été déclassé par un processus de rationalisation technique et sociale (valorisation de la « compétence » théorique, etc.)[34]. Cette dévalorisation du capital d'autochtonie particulièrement sensible en milieu rural s'accompagne de bouleversements institutionnels, comme la mise en place de dispositifs de coopération intercommunale. Celle-ci a ainsi été de pair avec l'établissement d'un « véritable système de clôture au profit d'un cercle d'initiés, dont la raison d'être est en partie légitimée par la technicité des dossiers[35] ». Tant du côté des associations que de celui des institutions publiques, les deux dernières décennies ont ainsi été marquées par une modification en profondeur des logiques d'investissement dans les structures locales d'encadrement. C'est ce que rappelle Violaine Girard à partir du cas très singulier d'une commune investie par l'industrie nucléaire d'État à partir de 1965 : prise très rapidement dans la création de nouvelles structures supracommunales, elle doit partager la « manne » fiscale que lui verse EDF avec les communes du district créé pour l'occasion. Les tentatives répétées de notabilisation politique du maire ne pourront jamais s'affranchir du contrôle opéré par un professionnel de la politique, plus légitime socialement et politiquement. Au-delà de ces changements de dispositifs institutionnels, c'est aussi la manière de valoriser des formes d'appartenance, de mettre en scène des territoires aux limites redéfinies qu'il faut interroger. Ce dossier vise à approfondir nos connaissances de ces processus à partir d'enquêtes attentives à restituer les histoires locales dans lesquelles ils prennent sens.

Un éclairage particulier est bien sûr porté sur les mondes agricoles. Il faut à cet égard mentionner que même s'il s'amoindrit, le poids des agriculteurs dans la politique locale est toujours important : si l'on rapporte la catégorie socioprofessionnelle de l'ensemble des conseillers municipaux des communes françaises élus en 2001 à la répartition des actifs, les agriculteurs exploitants sont incroyablement surreprésentés parmi les élus locaux, surreprésentation de l'ordre de 560 %[36]. Au-delà de cette permanence/résistance, ce sont l'ensemble des objets relatifs à la PAC, au syndicalisme agricole, à la nature et à l'environnement qui, prenant les espaces ruraux comme terrains d'enquête, permettent de décrire les sociétés contemporaines à condition de prendre en compte l'interdépendance des mondes agricoles avec les champs politiques et économiques[37]. Les formes contemporaines de cette

34. Retière (J.-N.), « Être sapeur-pompier volontaire. Du dévouement à la compétence », *Genèses*, 16, 1994.
35. Le Saout (R.), Madoré (F.), dir., *Les effets de l'intercommunalité*, Rennes, PUR, 2004.
36. Blanchard (P.), *Socio-démographie des élus locaux français : la spécificité des pays bourguignons*, document de travail CESAER, 2004. La surreprésentation des cadres est de 130 %, celle des artisans, commerçants et chefs d'entreprises de 70 %, celle des employés de 10 %. Les autres PCS sont sous représentées : – 10 % pour les professions intermédiaires, – 70 % pour les ouvriers (et – 40 % pour les retraités).
37. Cette interdépendance n'a rien de nouveau, quelle que soit la période étudiée, il revient au chercheur d'y porter attention. Cf. l'analyse des relations croisées entre milieux viticoles, politiques et universitaires locaux et nationaux dans l'entre-deux-guerres dans Laferté (G.), *La Bourgogne par ses vins : image d'origine contrôlée*, Paris, Belin, 2006.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

interdépendance impliquent de prêter désormais une attention particulière à l'impact du nouvel ordre politique européen sur l'état des rapports sociaux et politiques dans les territoires ruraux. Comme le soulignent Julian Mischi à propos des directives européennes de protection de l'environnement en France et Antoine Roger au sujet des politiques de restructuration agraire de la Commission européenne en Roumanie, les nouvelles contraintes européennes influent sur les espaces de mobilisation politique en milieu rural. Alors que les chasseurs français s'engagent dans des actions plus ou moins conventionnelles de protestation, les petits viticulteurs roumains contournent les normes européennes en s'appuyant sur des relais administratifs et partisans.

La transformation des modes d'engagement est particulièrement notable dans le secteur du syndicalisme agricole français où l'on assiste depuis une trentaine d'années à un renouvellement des formes et des thématiques de la contestation du « modèle » de la FNSEA. Dans ce dossier, Eric Doidy revient sur l'une des thématiques sous-tendant la mobilisation syndicale des dernières années : la mise en valeur de la figure du « paysan » contre celle de « l'entrepreneur agricole » de « l'agro-business ». À partir d'un travail de terrain réalisé dans le Jura, il met en évidence trois voies différentes par lesquelles les militants d'organisations professionnelles opèrent une montée en généralité afin d'asseoir une critique publique, tout en essayant d'éviter une politisation jugée malvenue car potentiellement « réactionnaire ». Et lorsqu'une politisation « subversive » des questions agricoles se réalise dans un cadre syndical comme celui de la Confédération Paysanne, il faut alors partir en quête des conditions sociales qui ont enclenché un processus de politisation d'enfants d'agriculteurs dans les années qui ont suivi mai-juin 1968[38].

L'étude des mondes agricoles reste donc essentielle à la compréhension de la politisation des populations rurales. Mais elle ne peut s'y cantonner. En s'intéressant au monde ouvrier rural, on peut ainsi rencontrer une jeunesse populaire distanciée des précédentes générations ouvrières et du personnel politique de sa commune[39] – connaissant donc les même processus que ses homologues banlieusardes[40] – mais souffrant dans le même temps d'une forme d'invisibilité dans l'espace public, tant la diversité sociologique des campagnes ne trouve à s'exprimer politiquement, tant la « classe ouvrière » ne fédère plus. Pour ce numéro, nous nous sommes efforcé de prendre en compte ce type de configuration à la fois industrielle et rurale, avec des analyses menées sur l'impact que peut avoir la

38. Bruneau (I.), « Quand des paysans deviennent "soixante-huitards". Conversions politiques et subversions des normes professionnelles », in Pudal (B.), Gobille (B.), Matonti (F.), Damamme (D.), dir., *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008.

39. Renahy (N.), « Une occupation d'usine et ses suites. Les bouleversements de la socialisation politique », in *Les gars du coin, enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2005.

40. Cf. notamment Masclet (O.), *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)

présence d'entreprises industrielles sur la composition du personnel politique local et sur le déclenchement d'actions collectives.

Le pouvoir politique local, tel qu'il est abordé dans ce dossier, ne l'est pas comme une instance autonome mais comme un lieu de confrontations ou d'alliances. L'observation de la scène municipale en particulier offre l'opportunité de mettre au jour les relations plus ou moins conflictuelles entre différents groupes sociaux dans les espaces ruraux, et certains phénomènes de représentations qui leurs sont propres en tant qu'ils concernent leurs principaux usagers (éleveurs, chasseurs, pêcheurs, touristes). Cette question est cœur de la contribution de Christelle Gramaglia qui montre comment certains amateurs de pêche, aidés par des juristes, ont pu devenir des porte-parole associatifs en tentant de qualifier certains milieux aquatiques. L'analyse des controverses au sujet d'une pollution affectant une nappe lui permet de souligner de quelle manière les propriétés de l'eau peuvent être explicitées et prises en charge de façon politique.

Les mondes ruraux apparaissent alors comme le lieu privilégié à partir duquel on peut analyser les jeux d'échelle entre des processus généraux et des formes de recomposition par le bas (transformation des métiers, des cadres de la sociabilité), entre l'apparition de nouvelles injonctions et la manière dont ils sont appropriés localement. Loin d'être réduits à la « tradition » ou au « local » contre la « modernité » ou le « global », ils sont donc ici considérés comme les lieux d'une composition entre différentes échelles[41]. L'observation localisée de conflits sociaux et politiques, d'engagement ou de distance à l'engagement au sein des mondes ruraux contemporains permet de comprendre plus largement comment se renouvelle le personnel politique et militant, comment se reconfigurent les mécanismes de représentation.

Julian MISCHI et Nicolas RENAHY sont chercheurs en sociologie à l'INRA (CESAER-UMR 1041, Dijon).

Les recherches de J. Mischi portent sur les classes populaires. Il a conduit des travaux de terrain sur les militants communistes, les chasseurs et, plus récemment, les cheminots. Parmi ses publications récentes : (co-direction avec A. Antoine), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, PUR, 2008 ; « Pour une histoire sociale du déclin du PCF », *in* F. Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences po, 2007.

mischi@enesad.inra.fr

Les travaux actuels de N. Renahy portent sur l'encadrement des mondes ruraux et des classes populaires. Sur cette thématique, il a récemment publié : *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2005 ; « Une occupation d'usine, chant du cygne d'un syndicalisme villageois », *Ethnologie française*, 35 (4), 2005 ; « L'entrepreneur, le maire et le "bon travailleur". Une municipalité rurale dans la construction de l'État social au XXe siècle », in Antoine (A.), Mischi (J.), dir., *Sociabilités et politiques en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

renahy@enesad.inra.fr

41. Plusieurs travaux historiques ou ethnographiques ont ainsi remis en cause la vision dichotomique opposant par exemple la loi républicaine et les contextes locaux. Cf. par exemple Chanet (J.-F.), *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.

De Boeck Superieur | Telecharge le 12/10/2025 sur https://shs.cairn.info (IP: 94.34.153.133)